

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.557. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Jeudi
15
NOVEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B° des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
"PIERRE LAFITTE FONDATEUR"

QUEL QUE SOIT LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

voici ce que la France exige de lui :

LA VÉRITÉ

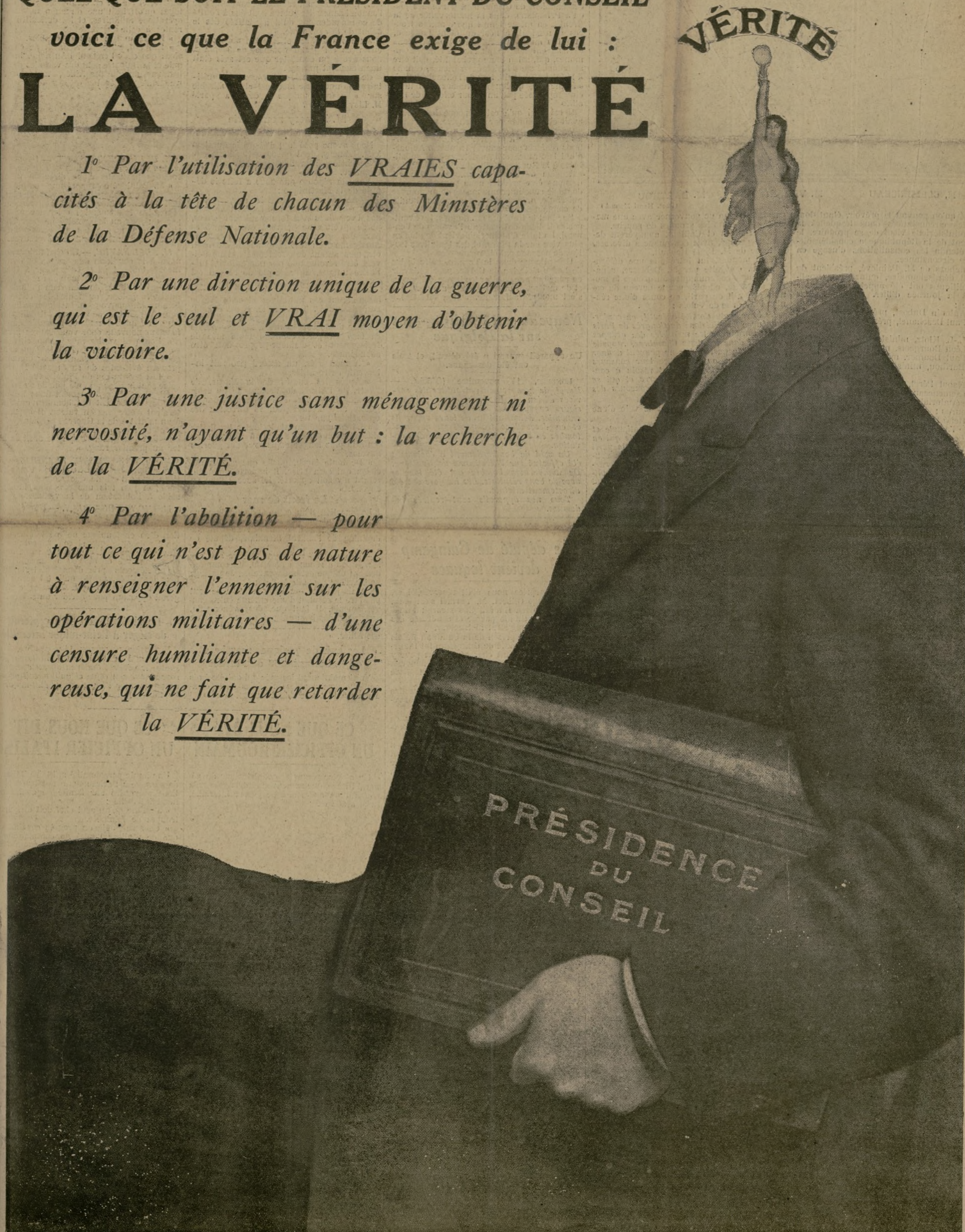
1° Par l'utilisation des VRAIES capacités à la tête de chacun des Ministères de la Défense Nationale.

2° Par une direction unique de la guerre, qui est le seul et VRAI moyen d'obtenir la victoire.

3° Par une justice sans ménagement ni nervosité, n'ayant qu'un but : la recherche de la VÉRITÉ.

4° Par l'abolition — pour tout ce qui n'est pas de nature à renseigner l'ennemi sur les opérations militaires — d'une censure humiliante et dangereuse, qui ne fait que retarder la VÉRITÉ.

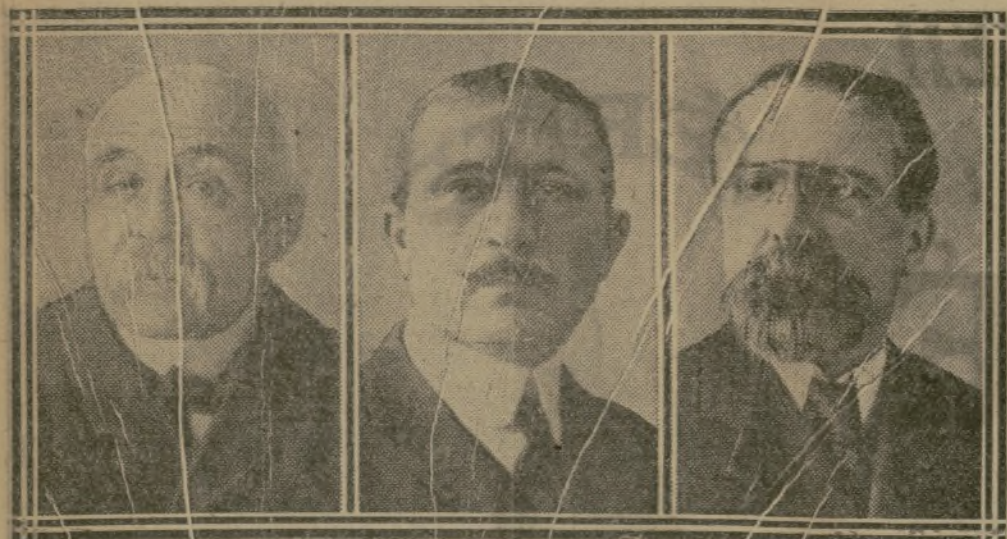
VÉRITÉ



LA CRISE MINISTÉRIELLE

M. POINCARÉ A CONSULTÉ HIER
quinze personnalités politiques

Le président de la République continuera ce matin ses entretiens. Puis il fera appeler l'homme politique désigné pour former le nouveau cabinet.



M. CLEMENCEAU

M. VIVIANI

M. BARTHOU

(Phot. Henri Manuel.)

Ainsi qu'on pouvait le prévoir, étant données les circonstances dans lesquelles la crise ministérielle vient de se produire, le président de la République a considérablement étendu les consultations d'usage en pareille circonstance.

En dehors de M. Painlevé, président du Conseil démissionnaire, quinze personnalités politiques ont été appelées à l'Elysée durant la journée d'hier. Citons-les dans l'ordre :

M. Antonin Dubost, président du Sénat ;
M. Paul Deschanel, président de la Chambre ;

M. L.-L. Klotz, ministre des Finances ;
M. Léon Bourgeois, ministre d'Etat ;
M. Paul Doumer, ministre d'Etat ;
M. Barthou, ministre des Affaires étrangères ;

M. Raoul Péret, garde des Sceaux ;
M. Clemenceau, président des commissions sénatoriales de l'armée et des affaires extérieures ;

M. René Renoult, président de la commission de l'armée de la Chambre ;

M. Leygues, président de la commission des affaires extérieures ;

M. René Viviani, ancien président du Conseil ;

M. Aristide Briand, ancien président du Conseil ;

M. Ribot, ancien président du Conseil ;
M. Albert Thomas, ancien ministre ;
M. Marcel Sembat, ancien ministre ;

M. Clemenceau eut avec M. Poincaré une conversation d'une heure environ. Il était souriant en quittant l'Elysée, mais se refusait à faire aucune déclaration.

A sept heures du soir, la note officielle suivante était communiquée par l'Elysée :

« A la fin de la journée, le président de la République a reçu successivement MM. Albert Thomas et Sembat, anciens ministres. Il continuera demain matin ses consultations. »

On pense toutefois que M. Poincaré fera appeler aujourd'hui même l'homme politique à qui il confiera la mission de former le cabinet.

LA JOURNÉE AU PALAIS-BOURBON

L'éventualité d'une combinaison Clemenceau, que nous avons laissé prévoir, a fait hier au Palais-Bourbon l'objet des conversations de couloirs et des délibérations des groupes.

Disons-le tout de suite : accueillie avec faveur par la gauche démocratique, par la Fédération républicaine et par de nombreux députés de nuances diverses, cette combinaison rencontre chez les radicaux-socialistes et plus particulièrement chez les socialistes une assez vive hostilité.

Les premiers ne cachent pas leurs préférences pour un ministère de gauche ; les seconds inclinent vers un cabinet Viviani dans lequel entraîneraient certainement M. Albert Thomas et, peut-être, un ou deux autres membres de leur groupe.

D'autres, enfin, n'abandonnaient pas l'idée d'un ministère Barthou.

Les progressistes

La Fédération républicaine, qui groupe les progressistes, a décidé de siéger en permanence pendant la crise.

Après avoir examiné la situation résultant des votes émis la veille par la Chambre, elle a voté la motion suivante :

« Considérant que la Chambre a marqué sa volonté d'une poursuite énergique de la guerre et d'une répression implacable des actes de trahison, le groupe décide qu'il ne soutiendra qu'un ministère s'inspirant de cette volonté. »

A la gauche démocratique, dont les membres ont également procédé à un échange de vues, les tendances manifestées sont les mêmes, c'est-à-dire en faveur d'une combinaison Clemenceau.

Les socialistes

Les socialistes ont tenu une longue réunion à laquelle a assisté M. Jouhaux, de la C. G. T.

On sait qu'ils ont voté récemment une motion hostile à toute combinaison Clemenceau, considérée par M. Jouhaux comme un défi à la classe ouvrière et un danger pour l'ordre à l'intérieur. Cette hostilité ne s'est pas démentie.

Ils ont seulement décidé que la délégation de leur groupe, composée de MM. Albert Thomas, Marcel Sembat, Hubert Rouger, Renandel, Mayéras, Mistral et Marcel Cachin, prendrait contact avec les députés des radicaux-socialistes et des républicains-socialistes.

Les radicaux-socialistes

Réunion tout aussi agitée chez les radicaux-socialistes.

Tout d'abord M. René Renoult, président du groupe, rendit compte à ses collègues de l'entretien qu'il venait d'avoir avec le président de la République, précisant qu'il avait nettement indiqué que le moment lui

paraissait venu de gouverner avec une majorité prise dans les groupes de gauche.

MM. Dalbiez et Caillaux appuyèrent devant le groupe, avec des nuances diverses, la thèse de M. René Renoult.

A ce moment fut introduite une délégation qui, conduite par M. Debierre, sénateur, venait communiquer au groupe la motion suivante, adoptée par le bureau du comité exécutif du parti, au cours d'une réunion tenue rue de Valois :

« Le bureau du Comité exécutif, en conformité avec les décisions du Congrès de Paris et d'accord avec les membres des groupes de parti dans les deux Chambres, rappelle aux élus du parti qu'ils ne peuvent donner leur adhésion ou promettre leur concours qu'à un cabinet fermement résolu à conduire vigoureusement la guerre et qui se sera assuré l'adhésion et le concours des forces de gauche. »

La discussion prit fin par le vote d'une motion ainsi conçue :

« Dans l'intérêt de la défense nationale et pour le maintien de la paix sociale qui en est une des conditions essentielles, le parti radical et radical-socialiste déclare ne vouloir donner son concours qu'à un gouvernement décidé à réaliser l'union des républicains et à puiser l'autorité morale qui lui sera nécessaire dans la pleine et cordiale adhésion de toutes les forces de démocratie du Parlement et du pays. »

Il demande que soit assurée, par une rapide et inflexible action de la justice, la répression de tous les crimes contre la Patrie, et que, d'autre part, soit renforcée l'action gouvernementale au double point de vue de la vie économique du pays et de la défense nationale. »

Une délégation a été chargée de se concerter avec les représentants des autres groupes de gauche. Le bureau du comité exécutif, présidé par M. Debierre et composé de 18 parlementaires et de 18 non parlementaires, se rendra tous les jours à la Chambre pour se rencontrer avec cette délégation.

Les républicains-socialistes

Les républicains-socialistes désignèrent, de leur côté, pour suivre la crise, une délégation composée de MM. Albert Grodet, Augagneur et Bergeon.

Une première réunion des représentants des radicaux-socialistes, des socialistes unifiés et des républicains-socialistes eut lieu à 7 heures du soir. Ces députés décidèrent de se réunir à nouveau, ce matin à 10 heures, en vue d'arrêter, a dit M. Caillaux « non une déclaration mais un programme commun ». »

Les probabilités

Signalons, en passant, ce petit betting des combinaisons que nous a communiqué, hier soir, un parlementaire habitué des champs de courses avant la guerre :

Egalité Clemenceau
3/1 Viviani
4/1 Barthou
6/1 Briand
8/1 Pams
12/1 Jonnart.

Le gouvernement brésilien
publie sa réponse au pape

RIO-DE-JANEIRO, 14 novembre. — Le gouvernement brésilien vient de publier sa réponse à la note pontificale.

Après avoir rendu hommage à l'initiative du pape et dit que le Brésil ne pouvait pas manquer à ses devoirs de nation américaine, le document déclare :

« C'est aux peuples les plus directement intéressés dans ces questions qu'il appartient de décider des armes est déjà sauf dans cette guerre ou si ces modifications dans la carte politique de l'Europe peuvent lui assurer la tranquillité, attendu que reste encore de bout l'organisation politique et militaire qui, partout, a suspendu la vie du droit, supprimé les conquêtes que l'esprit humain croyait définitives pour l'atténuation des rigueurs de la guerre et détruit tout ce que le sentiment chrétien a inspiré à la Société des nations. »

« Ce n'est qu'à eux de dire si, une fois disparue la confiance dans les traités et dans la loyauté internationale, il peut se trouver une force, sinon un esprit nouveau, capable d'assurer la paix sans que des déceptions, des souffrances et des malheurs de cette guerre soit sorti un monde meilleur comme s'il était né de sa propre liberté. »

Le Brésil demande à la France
des instructeurs militaires

RIO-DE-JANEIRO, 13 novembre. — Une motion a été déposée à la Chambre brésilienne en vue de demander au gouvernement français l'envoi d'une mission militaire d'instruction près de l'armée brésilienne.

SITUATIONS

Brochure envoyée franco
P. HENRI, 53, rue de Rivoli, Paris

LA SITUATION MILITAIRE

L'EFFORT ENNEMI
SUR LE PLATEAU
D'ASIAGO

La lutte d'artillerie est de plus en plus vive sur la Piave, où des tentatives de passage ont été repoussées.

C'est encore à l'est d'Asiago que l'ennemi a exercé, dans la journée d'hier, son principal effort. Les colonnes autrichiennes qui descendaient de Grigno sont parvenues jusqu'à Primolano, dans la haute vallée de la Brenta, en même temps que d'autres troupes poussaient, à l'est du mont Longara, jusqu'au mont Lissier. Toutes ces positions se trouvent sur le plateau des Sept-Communes, qui, selon toute probabilité, doit être abandonné sans résistance sérieuse, comme il le fut en juin 1916, lors de l'offensive autrichienne qui, quelques semaines plus tard, était repoussée par un retour offensif de nos alliés.

Il est vrai qu'à cette époque leur tâche avait été facilitée par l'offensive victorieuse du général Broussiloff, qui avait contraint les Autrichiens à prélever en Italie d'importants renforts pour sauver Lemberg. Aujourd'hui la France et l'Angleterre sont substituées à la Russie défaillante, et la prochaine extension du front britannique, qui vient de nous être promise, nous permettra sans doute de constituer une masse de manœuvre puissante, qui sera bien employée, si l'unité de commandement se réalise.

Sur tout le front des montagnes, les avant-postes italiens ont contenu l'avance de l'ennemi. La lutte d'artillerie devient de plus en plus vive sur la Piave, et des tentatives isolées de passage ont été repoussées.

Une attaque dans le Trentin, entre le lac de Ledro et le lac de Garde, paraît n'avoir eu pour but que de tâter les lignes italiennes, et de mettre à l'épreuve leur résistance, qui s'est montrée suffisante. Jean VILLARS.

Nouveau raid britannique
sur la Belgique

Un appareil ennemi a été détruit, et trois ont été descendus.

LONDRES, 14 novembre (Officiel). — Mardi, de nombreuses patrouilles des services aériens de la marine ont livré plusieurs engagements avec des avions ennemis, détruisant un de leurs appareils et en descendant trois autres, qui sont tombés en dehors de notre champ d'observation.

Un raid de bombardement a également été effectué sur l'aérodrome de Houtre. De nombreuses bombes ont été lancées avec de bons résultats. Les hangars ont été directement atteints.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

L'AFFAIRE TURMEL

Le député de Guingamp
devient loquace

Une surprise nous était réservée, hier, chez le juge Gilbert. M. Turmel s'est enfin décidé à parler. Il a fait plus encore : il a regretté son attitude passée et a adressé des excuses au magistrat instructeur.

Amené de la prison de la Santé au Palais à 1 h. 1/2, le député de Guingamp fut immédiatement introduit chez M. Gilbert pour y être interrogé en présence de son nouveau défenseur M. Louis Lagasse, assisté de M. Pierre Weill, son secrétaire.

Tout d'abord M. Turmel protesta contre l'inculpation de commerce avec l'ennemi relevée contre lui.

« Je pourrais, dit-il, conserver sur ce point mon attitude première, car il appartient à l'accusation de prouver ma culpabilité. Je ne veux point recourir à ce qu'on a appelé une tactique ; je désire maintenant discuter toutes les présomptions et même les charges, faites de potins, qu'on s'est plu à accumuler contre moi. »

Regrettant les incidents qui se produisirent au cours de ses précédents interrogatoires, M. Turmel reconnut que l'accusation portée contre Cousin, l'huissier de la Chambre, était fautive, ainsi que celle reprochant au président de la République, au président de la Chambre et aux questeurs d'avoir ourdi contre lui un véritable complot politique.

Et l'inculpé ajouta qu'il renouait désormais aux notes écrites, en indiquant, d'ailleurs, que s'il en avait été le rédacteur elles lui avaient été inspirées.

Le député de Guingamp s'est engagé à préciser, dès que plusieurs documents qui sont encore en possession de M. Jacques Bonzon lui seront parvenus, l'origine de sa fortune.

« Vous verrez, monsieur le juge, dit-il, combien l'enquête judiciaire s'est fourvoyée. Vous aurez alors toutes les preuves désirables des affaires que j'ai traitées en Espagne, en Italie et en Suisse sans avoir jamais fait de commerce avec l'ennemi. Je vous donnerai tous les noms. »

Mme Turmel, entendue ensuite, tint à peu près le même langage que son mari.

Elle reconnut avoir, sur l'ordre de M. Turmel, changé, à plusieurs reprises, à la banque Jordan, pour environ 280.000 francs de billets suisses.

Quant aux opérations de mon mari, dit-elle, j'ignorais tout. Aux questions que je lui posais parfois, il répondait : « Si on te le demande, tu diras que tu n'en sais rien : comme ça, tu seras certaine de ne pas te tromper ! »

Une confrontation entre les deux époux a confirmé leurs dires.

Nous croyons savoir qu'une demande de mise en liberté, à quelque chance d'être accueillie favorablement, sera déposée aujourd'hui entre les mains de M. Gilbert, par M. Lagasse, en faveur de Mme Turmel.

D'autre part, l'enquête poursuivie en Bretagne, terminée en ce qui concerne la situation financière du député de Guingamp, va être reprise sur un autre ordre de faits. Des inspecteurs de la Sûreté générale, munis de commissions rogatoires, ont été envoyés à Rennes. Ils sont partis pour la région de Nantes, où ils vont provoquer et recueillir une déclaration qu'on présume importante sur les déplacements de Turmel à l'étranger pendant la guerre.

LA COOPÉRATION DES ALLIÉS

IL EST URGENT QU'UN SEUL CHEF
soit commandant du front unique

Telle est l'opinion des membres du Parlement français et des officiers étrangers que nous avons interrogés sur la conduite de la guerre.

« On ne saurait trop se persuader, écrivait hier le chroniqueur militaire d'Excelsior, que tous les avantages remportés par l'ennemi dans cette guerre sont dus à l'unité de commandement qu'il a réalisée dès le début de la campagne. »

Au cours des entretiens que nous avons eus avec un grand nombre de députés, nous avons pu constater que cet avis était unanimement partagé.

Cette concentration des pouvoirs militaires en une seule main est-elle réalisable sur « le front unique », dont a parlé M. Lloyd George ?

M. Lémery nous parle
de l'accord possible entre les Alliés

Nous avons posé tout d'abord la question à M. Lémery, dont on connaît l'énergique intervention à la dernière séance de la Chambre.

Voici la réponse que nous a faite le député de la Martinique :

« Actuellement, toutes les graves questions d'ordre militaire qui font l'objet de nos discussions sont forcément mal posées, parce qu'elles ne peuvent être tranchées par des assemblées gouvernementales. Amalgame des effectifs, extension du front, etc., etc., autant de problèmes qui ne doivent être résolus que par une autorité militaire unique, à l'exemple de ce qui est fait par nos ennemis. »

« Quelle peut être la personnalité à qui incomberont ces initiatives et cette lourde responsabilité ? Tout est là. Il est évident que le choix est délicat, parce qu'il y a nombre de susceptibilités à ménager. Mais en face du péril commun toute idée de froissement et d'amour-propre doit être abandonnée. »

« A mon avis, un accord pourrait intervenir entre alliés. »

Après les succès de la Marne, de l'Yser, de l'Aisne, de Verdun, je ne crois pas que le choix d'un général français puisse être discuté pour la direction des opérations sur terre. »

Le commandement de toutes les flottes alliées reviendrait de droit à l'Angleterre, qui a la plus longue expérience des guerres navales.

De toute façon, quelle que soit la décision qui sera prise, il importe qu'un retard n'y soit apporté. Le succès final en dépend. »

Le front de mer

La question d'un commandement unique sur le front de mer se trouvant posée par la précédente déclaration, nous avons demandé l'opinion de l'amiral Bienaimé, député de Paris.

« Que ce soit sur terre, que ce soit sur mer, nous a répondu l'amiral, un commandement unique est indispensable. Je partage entièrement l'avis de M. Lémery. »

Mais j'estime que cette création ne peut pas être le résultat d'une entente entre gouvernements. Il faut que, des événements, surgissent des hommes qui, du fait de leurs actes, s'imposent d'eux-mêmes au choix des Alliés. »

Les avis de quelques membres
de la Commission de l'armée

Voici maintenant les avis qui ont été émis par quelques-uns des membres de la commission de l'armée à la Chambre.

CE QUE NOUS DIT
UN OFFICIER ROUMAIN

Un officier roumain, collaborateur du général Iliesco, que nous avons interrogé sur la constitution du comité de guerre interallié, nous a déclaré :

« J'estime qu'un seul chef doit diriger les troupes de l'Entente. »

« Ce serait déjà un progrès considérable que de réaliser l'unité de commandement des Alliés dans un comité qui examinerait et arrêterait les opérations des diverses armées. »

« L'unité de commandement entre les mains d'un chef unique, voilà ce qu'il faut obtenir. »

« Soyez persuadé que le choix de ce chef suprême ne blessa point les susceptibilités des gouvernements qui adopteront ses décisions. Nous n'avons tous qu'un but : la victoire, et l'union parfaite est le gage de cette victoire. »

« La multiplicité des commandements sur les différents fronts n'a pas peu contribué à retarder pour nous l'heure de la victoire. »

« La leçon a été, et nous estimons qu'il convient de ne pas retarder la création de l'organe interallié indispensable au succès de nos armes. »

« N'oublions pas que les Allemands, les Autrichiens, les Hongrois, les Bulgares et les Turcs se sont trouvés, à un moment, soumis au seul commandement de Mackensen. »

« La multiplicité des commandements sur les différents fronts n'a pas peu contribué à retarder pour nous l'heure de la victoire. »

« La leçon a été, et nous estimons qu'il convient de ne pas retarder la création de l'organe interallié indispensable au succès de nos armes. »

« N'oublions pas que les Allemands, les Autrichiens, les Hongrois, les Bulgares et les Turcs se sont trouvés, à un moment, soumis au seul commandement de Mackensen. »

« La multiplicité des commandements sur les différents fronts n'a pas peu contribué à retarder pour nous l'heure de la victoire. »

« La leçon a été, et nous estimons qu'il convient de ne pas retarder la création de l'organe interallié indispensable au succès de nos armes. »

« N'oublions pas que les Allemands, les Autrichiens, les Hongrois, les Bulgares et les Turcs se sont trouvés, à un moment, soumis au seul commandement de Mackensen. »

« La multiplicité des commandements sur les différents fronts n'a pas peu contribué à retarder pour nous l'heure de la victoire. »

« La leçon a été, et nous estimons qu'il convient de ne pas retarder la création de l'organe interallié indispensable au succès de nos armes. »

« N'oublions pas que les Allemands, les Autrichiens, les Hongrois, les Bulgares et les Turcs se sont trouvés, à un moment, soumis au seul commandement de Mackensen. »

GENERAL PEDOYA. — Depuis longtemps j'ai montré aux différents ministres de la Guerre, et j'ai dit en commission, les avantages qu'offrirait une direction unique des opérations militaires, et les difficultés inhérentes à cette organisation.

« Les avantages sont indéniables. »
« Les difficultés proviennent de ce que, alors que chez l'ennemi l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie sont des vassales de l'Allemagne, du côté des Alliés, nous devons traiter d'égal à égal. »

M. BOUILLOUX-LAFONT. — Depuis huit mois, à la commission de l'armée, nous sommes partisans d'une direction unique. M. Painlevé a proposé une combinaison qui était un achèvement vers la réalisation de cette conception. Son successeur la reprendra fatalement. La France ne peut pas, du jour au lendemain, imposer l'autorité d'un homme à des alliés aussi importants et qui ont déjà fait leurs preuves. »

M. ABEL FAVRE. — Un chef unique, oui ; mais à la condition que par sa supériorité incontestable il puisse s'imposer à tous.

« Ce n'est pas parce que vous mettez sur le képi ou sur le dolman d'un militaire de multiples galons, ou toutes les étoiles du firmament, que vous lui inculquerez la puissance cérébrale dans laquelle il doit puiser l'autorité qui lui est indispensable dans la fonction nouvelle dont vous l'aurez investi. »

« Pourquoi voulez-vous qu'un chef allié se soumette aux ordres stratégiques d'un généralissime qui n'aura pas donné des preuves évidentes de sa capacité ? »

« Les ressources de l'Intellectualité française sont infinies ; on n'a jamais su en tirer parti. Il existe certainement dans les masses qui combattent des hommes qui mériteraient d'être mis en valeur. Il appartient à un ministre de la Guerre énergique, et sachant se dégager de la routine, de mettre en relief ceux qui ont acquis le droit de briller au premier rang. »

M. PIERRE-ETIENNE FLANDIN. — Un chef unique ? Non seulement j'en suis partisan, mais j'estime que sa création s'impose ; et j'en fais une condition indispensable à l'obtention de la victoire.

M. MIGNOT-BOZIERIAN. — Une direction stratégique est nécessaire pour toutes les opérations militaires alliées. Toutefois, l'action d'un chef unique ne peut être vraiment puissante que si ce chef est assuré d'avoir toujours à sa disposition une armée de manoeuvre de 500.000 hommes, composée d'éléments pris dans les troupes de tous les Alliés, armée qu'il lui serait possible de transporter sur le point qu'il jugerait opportun pour décider du succès.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

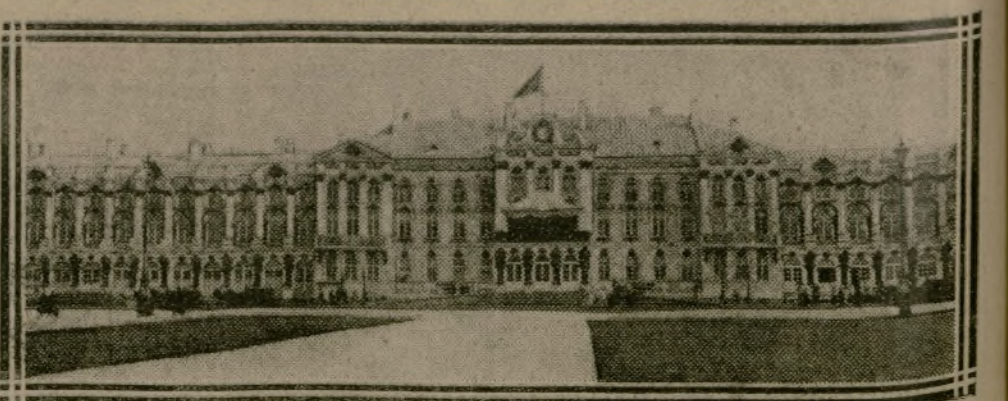
FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

FRONTIÈRE ITALIENNE, 14 novembre. — On assure qu'à la suite de sollicitations pressantes le général Cadorna aurait consenti à revenir sur son refus et qu'il aurait accepté de représenter l'Italie dans l'état-major interallié.

Le général Cadorna accepterait de siéger à l'état-major interallié.

ON S'EST BATTU A TSARSKOÏÉ-SÉLO



LE PALAIS DE TSARSKOÏÉ-SÉLO

LE MONDE

CORPS DIPLOMATIQUE

— M. Lahovary, le nouveau ministre de Roumanie à Rome, prendra possession de son poste au commencement de la semaine prochaine.

INFORMATIONS

— Le président de la République a reçu hier douze parlementaires des Etats-Unis, venus en France pour visiter le front.

— Une amélioration sensible semble s'être produite dans l'état de M. de Freycinet. L'éminent sénateur de la Seine est entré hier dans sa 90^e année.

— Lord Reading, chef de la justice anglaise, est de retour à Londres, venant des Etats-Unis.

La médaille d'honneur des épidémies, en vermeil, vient d'être décernée à Mme Fernande Pitet, infirmière-major à l'hôpital 200 de l'Association des Dames Françaises, à Saint-Brieuc. Mme F. Pitet, déjà titulaire de la médaille de l'Assistance publique et de la médaille de sauvetage, a fondé cet hôpital qu'elle dirige, administre, et où, depuis le début des hostilités, elle soigne les blessés avec un dévouement de tous les instants.

— Un grand banquet vient d'être offert à Delhi par cinquante princes indiens régnants au maharadjah de Bikanir, à sir James Meeson et à sir S. Sinha, délégués de la conférence impériale. Le vice-roi présidait la réunion.

CITATIONS

— Le comte Bertrand de Lur-Saluces, fils du comte Eugène de Lur-Saluces, vient d'être cité pour sa brillante conduite :

" Pendant l'attaque du 20 août 1917, chargé de suivre la progression de l'infanterie pour rechercher un observatoire avancé, n'a pas hésité à traverser un barrage nourri, a fait sa reconnaissance et a franchi une zone encore très battue pour rapporter des renseignements de la plus grande précision et de la plus grande utilité. "

NAISSANCES

— Mme Paul Brodin, née Moreau-Nélaton, a donné le jour à un fils appelé Jean.

— Mme Roger Senart, femme de l'avoué parisien, vient de mettre au monde un fils : Christian.

MARIAGES

— En la chapelle Sainte-Marie de la basilique de Saint-Servin, à Toulouse, vient d'être célébré le mariage de Mlle Marie-Louise de Combarieu de Grès avec M. Noël Sechevryon, ingénieur chimiste, décoré de la croix de guerre.

Les témoins étaient, pour le marié : MM. Maurice Second, ancien député de l'Ariège, son oncle, et M. André Sechevryon, maréchal des logis d'artillerie, décoré de la croix de guerre, son frère.

Pour la mariée : M. Edouard de Perodil, son oncle, et Mme Mazuc, sa grand-tante.

— On annonce les fiançailles du lieutenant John Huffer, pilote aviateur, décoré de la médaille militaire, cinq fois cité, avec Mlle Hattie Audibert.

— Le mariage de don Fabrizio Pignatelli, fils du prince de Cerchia et de la princesse Emilia, née Valignani, avec Mlle Maria Teresa Orlando, fille de l'ing. comm. Orlando et de Mme Alda Orlando, née Piola-Caselli, sera célébré à Rome, le mois prochain.

DEUILS

Nous apprenons la mort : Du comte de Mont-Corben, décédé, âgé de cinquante-neuf ans, en son domicile, 37, avenue de l'Alma ;

De M. William Jeannerod, lieutenant au 3^e bataillon de chasseurs alpins territorial, fils de feu le général Jeannerod, mort pour la France ;

Du vicomte de Cornette de Saint-Cyr, qui a succombé à Bordeaux ;

Du poète serbe Milutin Bogitch, décédé à Corfou après une longue maladie.

BIENFAISANCE

— A partir du lundi 26 novembre et pendant les jours suivants aura lieu, 84, rue de Grenelle, la grande période de ventes qui, sous le nom de Foire du Travail, réunit de nombreuses œuvres d'assistance.

C'est au cours de cette manifestation philanthropique qu'aura lieu l'exposition-vente et le concours de poupées dont le jury est présidé par la princesse de La Tour-d'Auvergne.

FIVE O'CLOCK TEA
"GRAND CAFE"
1, rue Scribe, 14, boulevard des Capucines

ENTREPOT est demandé. Vins ou autre marchand. Marcel Forget, Vins, Châlons-s.-Marne.

BOIS DE CHAUFFAGE
premier choix (chêne, charme, frêne, etc.), bûches et rondins, coupés en 33 et 38 cm, 148 fr. la tonne, rendu en cave, livraison à partir de 500 k. Lebrun d'Aéroplanes allume-feux extra, 10 fr. le gros sac, Margolins, 29 fr. le cent. Majo-Salva, rue de Provence, 66. Téléphone : Trudaine 58-66.

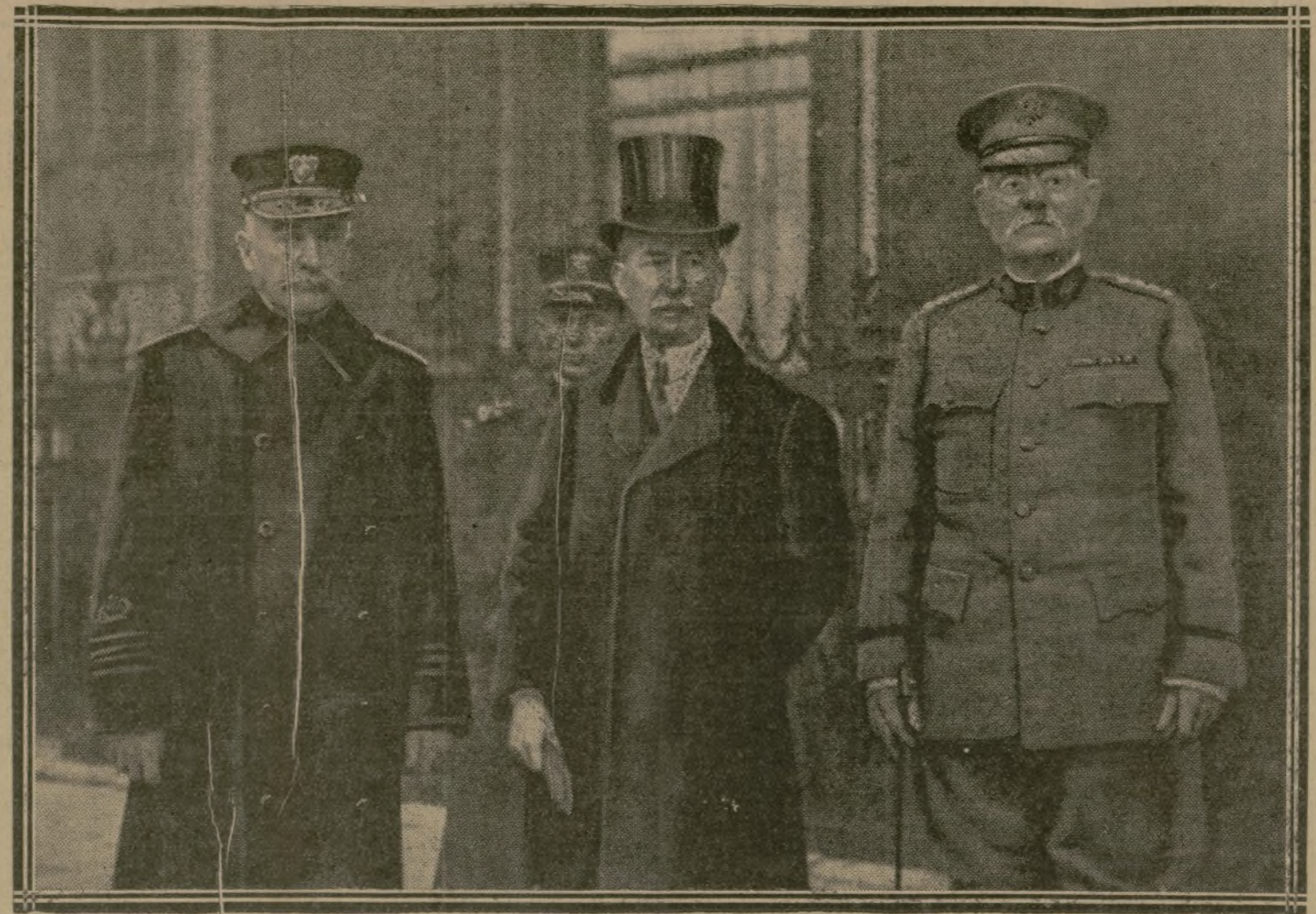
CONSTIPATION Le plus doux, agréable et efficace des laxatifs : Gomprires DOZIERES, la b^{te} 2 fr. 20, imp. comp. Les exist. très phar. ou de Laborat. Doziers, St-Brieuc, C.-du-N.

JE GUERIS LA HERNIE
Nouvelle Méthode de Ch. Courtois, Spécialiste, 30, Faubourg Montmartre, 30, Paris (10^e le étage). Cabinet ouvert tous les jours de 9 à 11 et de 2 à 6 heures.

qualité à quantité
sont obtenues avec
les plats cuisinés
et les mets froids
PORTANT COMME GARANTIE
LA MARQUE
Amieuxfrères
ET LA DEVISE : TOUJOURS A MIEUX

PRIX-COURANT
gratis
franco
TIMBRES-POSTE
pour COLLECTIONS
avec un timbre
à titre gracieux
de CHEVILLARD, 13, B^e St-Denis, Paris

LES CHEFS DE LA MISSION AMÉRICAINE A LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE



L'AMIRAL BENSON, LE COLONEL HOUSE ET LE GÉNÉRAL BLISS

Le colonel House, le plus intime ami et le conseiller du président Wilson, a été désigné, on le sait, pour présider la mission américaine qui va prendre part à la conférence interalliée. Le voici, photographié à Londres, en compagnie de deux autres membres de

cette mission, l'amiral Benson, administrateur remarquable, qui a réorganisé complètement les services de la marine placés sous ses ordres, et le général Bliss, chef d'état-major général, qui dirigea à deux reprises les opérations militaires au Mexique.

B L O C - N O T E S

Dieu protège M. de Freycinet, qui est né le 14 novembre 1828 ! Dieu le protège, car il est un bel exemple à opposer aux pessimistes et à tous ces gens qui vont répétant qu'ils n'ont vraiment pas eu de chance, qu'ils sont nés mal à propos et dans une époque détestable. Bonnes gens, croyez-vous qu'un esprit bien fait ne sait point braver les temps ? Regardez ce petit vieillard qui semblait si frêle et si menu. On l'appelait déjà la « souris blanche » lorsque j'étais un petit enfant et que j'étais malade. Mais il y échappera. Il faut qu'il y échappe, afin de poursuivre au milieu de nous l'enseignement qu'il nous donne par sa seule présence.

Il avait vingt ans lorsque la révolution de 1848 éclata. Polytechnicien. Et même n'a-t-on pas dit qu'il chevaucha parmi les pavés soulevés des rues de Paris ? Le gouvernement provisoire, dès cette époque, lui confiait des missions. Il vit la deuxième République et le second Empire, et la guerre, et la Commune. Il fut l'adjoint de Gambetta au ministère de la Guerre pendant le siège de Paris. Il a connu toutes les douleurs de la patrie. Mais il a su vivre, ne pas gémir et travailler de tout son cœur.

Cet homme, qui avait été six fois ministre des Affaires étrangères, quatre fois ministre de la Guerre, sept fois président du Conseil, qui eût pu se reposer et se détourner de l'heure, on l'a vu, dès le début de cette guerre, dépenser une activité prodigieuse dans les commissions parlementaires, et, vibrant comme un jeune homme, apporter dans les grands conseils une lucidité impérieuse. On ne l'a jamais vu, je ne dis pas désespérer, mais s'inquiéter.

Vous gémiriez, vous vous lamenteriez de votre pauvre destin ? Regardez ce vieillard fragile qui a traversé deux révolutions et deux guerres, qui a vu tomber un roi, une République, un empereur. Et comprenez l'admirable hommage qu'il rend à la vie.

Louis LATZARUS.

Bonne chère et contrôle

MM. Painlevé, Lloyd George et Berenini ont prononcé leurs sensationnels discours à la fin d'un grand déjeuner offert en leur honneur par le gouvernement français.

Comment s'organisent ces cérémonies gastronomiques ? Oh ! d'une façon bien simple. Le chef du service du matériel ou quelque autre fonctionnaire du même ordre téléphone à un des entrepreneurs parisiens de cuisine en ville et lui dit :

— Nous avons demain (ou après-demain) tant de personnes à déjeuner. Voulez-vous vous charger de la fourniture ?

On convient d'un prix, qui varie selon le caractère du déjeuner, grand gala, demi-gala ou déjeuner intime.

Le jour venu, le personnel de l'entrepreneur arrive avec tous ses accessoires, prend possession des salons et de la cuisine, fournit le linge, les couverts, les vins, souvent aussi les fleurs. Parfois, les fleurs sont envoyées par un spécialiste.

Et, le moment venu, on n'a plus qu'à se mettre à table.

Si la marée est en retard, c'est un Vatel en location qui est chargé de se passer sa broche au travers du corps. Cela ne regarde pas le gouvernement.

Mais ce qu'il y a de comique, c'est que ces déjeuners sont regardés comme constituant des dépenses administratives qui doivent être réglées comme d'autres dépenses administratives.

L'entrepreneur doit présenter une soumission comportant l'engagement de fournir tant de repas moyennant un prix forfaitaire indiqué.

Pour être payé, il doit présenter un mémoire sur papier timbré dans les formes de la comptabilité publique. Ce mémoire est

soumis aux formalités du contrôle et de la vérification.

Et il arrive, quelques années après, que le rapporteur des comptes trouve que les justifications n'ont pas été suffisantes et que la soumission n'a pas été assez détaillée.

Aucun membre du contrôle n'ayant été invité à déjeuner, comment ce service aurait-il pu vérifier la qualité des fournitures ? Aurait-il dû goûter les plats à la cuisine ? Et les fournitures ayant subi, comme pour tout le monde, le hasard des arrivages aux Halles, comment le fournisseur aurait-il pu d'avance en donner le détail ?

Mais ce sont là choses de bon sens dont ne tient pas compte la comptabilité publique.

Protocole

Comment le président de la République convoque-t-il en temps de crise ministérielle un homme politique avec lequel il désire s'entretenir de la situation ?

Il lui envoie un officier de sa maison militaire porteur d'une lettre dont l'enveloppe n'est pas cachetée, à cause de la qualité du porteur.

L'emploi du téléphone ou du petit bleu n'aurait pas le caractère qui convient à la situation.

Mais quand un homme politique est chargé de constituer le nouveau cabinet, il monte en auto et va lui-même faire visite aux personnalités qu'il veut prier d'être les colonnes de sa combinaison.

Cette armature constituée, il recourt volontiers au téléphone pour appeler les collaborateurs secondaires ; ou bien il charge un ami d'aller les trouver à domicile et de les ramener pour causer avec lui.

En général, on trouve tous ces messieurs chez eux, car ils s'attendent plus ou moins à ce qu'il leur arrive. Il en est même, dit-on, qui restent chez eux, mais ne voient rien venir.

Enfin, il est des dévouements qui ne veulent pas qu'on puisse douter d'eux et qui vont de leur propre mouvement se mettre à la disposition du président désigné, de peur qu'il ne les oublie.

Hélas ! Ce sont ceux-là qui sont le plus rarement choisis.

Celui qui éborgna M. Roosevelt

Les dépêches nous ont appris que M. Roosevelt avait perdu l'usage de l'œil gauche et que cette disgrâce était la suite d'un ancien assaut de boxe. Mais l'ex-président



COLONEL MOORE

des Etats-Unis ne disait pas qui avait eu l'honneur de lui porter ce coup malheureux. Malgré cette discrétion on sait aujourd'hui que l'auteur de l'accident est le colonel Dan T. Moore, dont notre photographie montre la taille svelte et le fin visage qui n'ont rien d'un champion des poids lourds. Le colonel rappelle plutôt notre Carpentier.

C'est quand il était capitaine qu'il allait souvent à la Maison Blanche boxer avec

le président. Il ne se rappelle pas en quelle circonstance il donna le coup fatal, mais il ne peut douter qu'il ne soit l'auteur de l'accident.

Le colonel commande aujourd'hui le 31^e d'artillerie de campagne. Il s'attend à être prochainement appelé au commandement des régiments d'artillerie noirs.

Nous le verrons sans doute bientôt ici, et nous espérons bien qu'il montrera aux Allemands comment il tape.

Linguistique

On se demande parfois pourquoi une chute de ministère s'appelle une crise.

Le mot a un caractère tout à fait médical.

Lorsque la majorité commence à manquer de confiance dans le ministère, il y a une crise.

La malaise s'aggrave quand la confiance diminue.

Il devient aigu, et, comme toutes les maladies arrivées à l'état aigu, il ne peut se résoudre que par une crise.

La crise, c'est la rupture entre la majorité et ceux qui gouvernent.

Alors, ceux qui gouvernent s'en vont, et le corps politique revient à l'état normal par le choix d'un nouveau ministère, après quelques jours de convalescence consacrés à la mise sur pied d'une combinaison, lesquels sont comme la période de prostration qui suit les crises du corps humain.

Mais les curieux devraient bien exercer leur sagacité à rechercher quand et par qui le mot « crise » a été introduit dans notre langage politique.

Un précurseur

Il y a à Nantes une place Graslin, où se trouve l'un des théâtres de la ville.

Cette place doit son nom à un homme entreprenant et inventif qui fit une grosse fortune aux environs de la Révolution. Il employait beaucoup d'ouvriers ; pour faciliter les transactions, en un temps où le numéraire comme aujourd'hui était rare, il avait imaginé de distribuer des bons, dits bons Graslin, qui représentaient une valeur déterminée, et qui pouvaient être acceptés comme monnaie par les fournisseurs de ses ouvriers, lui-même s'engageant à les rembourser en billon à présentation.

Cet homme fut ainsi le précurseur des commerçants d'aujourd'hui qui, pour payer à la pénurie de monnaie, délivrent des tickets qu'ils acceptent ensuite en paiement ou qu'ils remboursent à présentation.

Or, le fameux financier Ouvrard déclare que c'est cette idée de Graslin qui lui fit comprendre la puissance du crédit.

Et Ouvrard s'y connaissait !

Lendemain de première

La première d'hier soir, au Théâtre-Français, a été pour la charmante Mlle Marie Leconte l'occasion d'un nouveau succès. Jamais elle n'a semblé si séduisante, et jamais, non plus, elle n'a été habillée d'une manière si jeune qu'avec ses fraîches toilettes signées Jeanne Lanvin.

LE PONT DES ARTS

L'assemblée générale annuelle de l'Association corporative des Ecrivains français aura lieu dimanche prochain, 18 novembre.

Un manuscrit retrouvé en Ethiopie établit que la reine de Saba a véritablement existé, qu'elle a réellement visité Salomon. Sur ce sujet, M. Hugues Le Roux a fait un roman, un roman historique.

Augmentée et poussée, cette polémique nouvelle de M. René Boylesse : Tu n'as plus rien ! qui parut naguère dans la Revue des Deux Mondes, est devenue un livre que nous lisons bientôt.

LE VEILLEUR.

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC anciennes Laboratoires FIEVET, 53, r. Réaumur. La bte 6 fr. c. mand.

THEATRES

Odéon. — Le spectacle donné en matinée sera précédé d'une conférence de M. J. Ernest-Charles.

Gaité-Lyrique. — Ce soir, première (reprise), de l'opéra-comique en 3 actes *Le Pré-aux-Clercs*, de F. de Planard, musique d'Hérold.

Les critiques et courriéristes seront reçus au contrôle.

« Christus » au Select-Cinéma. — A l'heure précise fixée pour son retour, le triomphant *Christus* va, de nouveau, s'offrir à l'émerveillement de Paris. Et ce sera, cette fois, la jolie salle du Select-Cinéma, 27, boulevard des Italiens, rendue légendaire par *Forlunio*, qui ne suffira pas à contenir tous les admirateurs du plus beau film du monde... Aussi seront-ils très avisés ceux qui s'assureront d'avance, au bureau de location, les places les meilleures. Car on va revoir — constatation tout à l'honneur du goût public — les longs et patients cortèges allant demander au magnifique chef-d'œuvre, joie des yeux, apaisement des angoisses, envol vers l'idéal de justice et de fraternité, pour lequel des milliers d'hommes luttent et meurent...

Et c'est toujours l'adorable *Christus*, dans la magie des chants et de la musique sacrée — le plus opportun comme le plus splendide spectacle de Paris !

Orchestre, orgue et chants. Vendredi, en matinée, première représentation.

Tous les jours, matinées à 2 h. 15 et 4 h. 30. Samedi et dimanche, soirées à 8 h. 15.

NOUVEAU-CIRQUE

254, r. Saint-Honoré. — Métro : Opéra, Concorde, Madeleine. Aujourd'hui et dem., en mat. et en soir., spect. monstre. Rien que des attractions de 1^{er} ord. « Eldid » cycliste aérien, unique au monde.

Cet après-midi :

Comédie-Française, 1 h. 30, *l'Etourdi*, *Oedipe-Roi*.

Opéra-Comique, 1 h. 30, *Werther*, *l'Uruto*.

Odéon, 2 h., *le Glorieux*, les *Fausse infidélité*.

Gaité-Lyrique, 2 h. 15, la *Muette de Portici*.

Trion-Lyrique, 2 h. 15, *Paul et Virginie*.

Capucines, 2 h. 30, *A part ça...*

Ba-Ta-Glan, *Carmenita*.

Dans les autres théâtres, même spectacle que le soir, à l'exception de l'Athénée, du Grand-Guignol, du Nouveau-Ambigu, du Théâtre de la Madeleine, du Théâtre Sarah-Bernhardt et du Théâtre Edouard-VII, qui n'ont pas de matinée le jeudi.

Ce soir :

Comédie-Française, 8 h., *l'Élévation*.

Opéra-Comique, 8 h. 15, *Carmen*.

Odéon, 8 h., la *Souris*.

Gaité-Lyrique, 8 h. 15, le *Pré aux Clercs*.

Variétés, 8 h. 30, la *Revue*.

Variétés, 8 h. 15, *Potash et Perlmutter*.

Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*.

Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Montmartre*.

Trion-Lyrique, 8 h., *Maison à vendre*, les *Voix*.

lures versées.

Châtelet, 8 h., le *Tour du Monde en 80 jours*.

Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les *Nouveaux riches*.

Le Réjane, 8 h., *A l'abri des lols*. Gros succès.

Antoine, 7 h. 45, le *Marchand de Venise*.

Palais-Royal, 8 h. 30, *Madame et son filleul*.

Athénée, 8 h. 30, les *Bleus de l'amour*.

Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *Villunisme*.

Nouvel-Ambigu, 8 h. 45, le *Système D*.

Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?*

Cluny, 8 h. 30, *Quatre femmes et un caporal*.

Déjazet, 8 h., les *Femmes à la caserne*.

Edouard-VII, 8 h. 45, le *Feu du voisin*.

Femina, 8 h. 30, *Gobette de Paris*. Loc. Wag. 29-78.

Grand-Guignol, 8 h. 30, la *Grande Epouvante*.

Capucines (T. Gut. 56-40), 8 h. 30, *A part ça, b*.

Grand Jeu, le *Prologue*.

Michel, 8 h. 30, *Plus ça change*.

Apollo, 8 h. 15, *l'Homme à la clef*.

Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*.

Théâtre Martin, 8 h. 30, *Come Along* (revue franco-américaine).

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère, 8 h. 30, la *Revue*.

Olympia, 8 h. 30, *Vingt vedettes et attractions*.

Ba-Ta-Glan, tous l. soirs, *Carmenita*, opé. à gd spect. Anne Dancrey, F. Frey. Loc. Roq. 30-12.

Nouveau-Cirque, tous l. soirs, sauf lundi. Matinée mercredi, jeudi, samedi et dimanche.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15. *La puissance militaire de la France*; le *Ravin sans fond*. Loc. 4, r. Forest, 41 à 12 et 3 à 5 h. Tél. Marcadet 16-73.

App^t m. à louer bourg, élect., 38 bis, r. Vivienne.

VIIEILLIR, c'est Blanchir.

Vous ne vieillirez jamais si, pour votre chevelure, vous employez la PETROLEINE du D^r Jammes, qui agit sur la chute des cheveux, fortifie leur croissance et les empêche de blanchir. Les personnes qui l'emploient ont toujours une chevelure souple, soyeuse, brillante et sans pellicules.

PRIX : 4 fr. dans les pharmacies. (impôt compris).

Un apéritif qui ouvre l'appétit.

La liste est terriblement longue des vins et liqueurs qui se prétendent apéritifs. Mais, dans tous ces flacons aux couleurs variées, les amateurs attentifs aux terrasses des cafés, ont vu réellement un stimulant à leur appétit délaissant ? C'est bien, au contraire, s'ils étaient anciens, considéreraient-ils une vieille et tenace habitude les pousser chaque jour devant le même verre ; combien, s'ils étaient réfléchis, reconnaîtraient qu'au sortir du bureau ou de l'atelier dont l'atmosphère est viciée et malsaine, seule l'heure posée au grand air de la rue peut quelque chose leur caprice appétit.

Aussi, puisque notre santé exige que l'usage apporté à notre organisme par tout effort fourni soit réparé par une alimentation saine et copieuse, nous ne devons pas, pour quelques heures d'appétit, nous adresser à tel vin ou telle liqueur qui se sont apitrophiés sur l'étiquette de la bouteille.

Nous accorderons notre confiance à « Wincarnis », car il n'a pas pour unique qualité de flatter agréablement le palais, mais se sert efficacement les fonctions de l'estomac. Sa composition en fait la preuve : Porto pour stimuler l'organisme ; extrait de viande pour exciter, à l'égal d'un bouillon concentré, les sécrétions gastro-intestinales ; extrait de malt pour favoriser, tout comme un ferment digestif, l'assimilation des aliments ingérés.

Apéritif complet, apéritif par excellence, « Wincarnis » est la clé qui ouvre l'appétit le plus fermé à l'alimentation réparatrice. Après lui on peut manger, dormir, se bien porter. « Wincarnis » est en vente dans toutes les pharmacies.

VARICES mal PLACÉES

Peu de personnes ignorent quelle triste infirmité constituent les hémorroïdes ou VARICES mal PLACÉES, car c'est une des affections les plus répandues, mais comme on n'aime pas à parler de ce genre de souffrances, on sait beaucoup moins qu'il existe un médicament, l'Élixir de VIRGINIE NYRDAHL, qui les fait disparaître sans danger. Goût délicieux. Envoi gratuit et fco de la brochure explicative en découvrant cette annonce et en l'adressant à : Produits NYRDAHL, 29, rue de La Rochefoucauld, Paris.